



DECLARATION LIMINAIRE DU GT POLITIQUE des CONTROLES dans les TRAINS

du 26/01/2012

Monsieur le président,

Une fois de plus, nous constatons que l'administration des douanes « compte pour des prunes » auprès des intervenant extérieurs, il en est ainsi avec la SNCF comme avec les sociétés d'autoroute pour le FREE FLOW.

Il semble que notre administration souhaite une fois de plus abandonner une mission de service public, la présence de la douane dans les trains. Vous maintenez les « contrôles embarqués rentables », les autres contrôles se faisant maintenant à quai avec une moindre efficacité.

Concernant le volet FP des contrôles embarqués, il apparaît qu'il se résume à une formation sur le tas faite par les agents déjà en place.

Le volet sécurité n'est pas non plus abordé dans vos documents préparatoires, oubli ou volonté délibérée, ainsi, depuis plusieurs années, l'ENBD ne forme plus les formateurs sécurité sur les contrôles en milieu ferroviaire.

L'examen de votre projet de mise en place d'une prime de compensation fait apparaître clairement qu'une prime de présence est transformée en prime de fonction mais surtout de rendement car elle deviendra étroitement corrélée avec les résultats contentieux et les objectifs fixés. Nous ne pouvons vous suivre dans cette voie.

Que dire de votre mode de calcul pour déterminer les unités éligibles à la majoration ACF. C'est simple, pour nous c'est incompréhensible, le management au doigt mouillé arrive en DOUANE, comment faire plus avec toujours moins.

Dans tous les cas, une perte de pouvoir d'achat est annoncée pour la totalité des agents effectuant à ce jour des contrôles embarqués.

Nous pouvons admettre que des contraintes budgétaires vous soient imposées, mais nous rejetons tout zèle en la matière.

Les représentants CFDT

**David- Olivier CARON
Hubert DELESALLE
Gilles HORTALA**